Lettre du Pacte civique - octobre 2017

Edito

Un nouveau souffle pour l'Europe!

Dans « Relever le défi démocratique » (Chronique sociale, janvier 2017), le Pacte civique plaçait dans ses priorités incontournables « Le projet européen, retrouver un élan vital » (chapitre 14). Nous plaidons en effet depuis l'origine pour un nouveau souffle qui rende l'Union européenne plus vivante, démocratique, sociale et active vers l'extérieur.

Quoi de neuf sous le soleil européen ?

Deux prises de position récentes méritent toute notre attention.

Du côté français

Récemment le Président de la République s'est exprimé, à Athènes d'abord, puis le 26 septembre à la Sorbonne. Pour la 1ère fois depuis longtemps, la France, par sa voix, a exprimé une ambition et une vision, à court et à plus long terme, pour une refondation du projet européen. Il faut en premier lieu s'en réjouir, écouter ou lire sans a priori ce long discours que l'on attendait depuis longtemps des autorités françaises, trop absentes de la « grande politique » des derniers temps¹. On y retrouvera d'ailleurs beaucoup d'aspects évoqués par le Pacte civique.

Pour Emmanuel Macron , il s'agit de refonder le projet Européen en renforçant la zone Euro(coordination des politiques économiques avec une convergence fiscale et sociale, un budget propre pour stimuler l'investissement ,un Ministre de l'Economie et des Finances, un contrôle parlementaire spécifique), mais aussi, plus largement, d'amplifier la politique de défense et de sécurité, y inclus les aspects judiciaires, et de renforcer le leadership européen sur le climat.

Il propose « en même temps » une vision culturelle de l'unité dans la diversité et une participation citoyenne à travers des « conventions démocratiques » dans tous les pays qui le souhaitent pour que les changements puissent être actés pour 2018, notamment un pourcentage de parlementaires élus de manière transnationale. Dans cette vision, le rôle des échanges entre personnes devrait être renforcé : élargissement généralisé d'*Erasmus* + à tous les jeunes (tous devraient avoir passé au moins 6 mois dans un autre pays avant 22 ans), programmes communs d'Universités de plusieurs pays, etc.

Du côté de la commission

Au même moment, le Président de la Commission Européenne, Jean Claude Juncker, dans son discours annuel sur l'Etat de l'Union a développé une vision assez similaire, même si plus prudente, estimant pour sa part qu'à ce stade, il ne fallait pas changer le Traité sur l'UE mais en exploiter pleinement et de manière créative les possibilités en essayant de garder tous les pays à bord.

Pour Jean Claude Juncker, il convient de renforcer la zone Euro, mais sans nouvelle instance parlementaire, ni de budget spécifique, et de fusionner les rôles de Président de l'Eurogroupe et de Commissaire européen chargé de 'Economie et des Finances. Il propose également des discussions citoyennes sur l'avenir de l'Europe, le renforcement d'*Erasmus* +, sans grands détails, et une convergence fiscale et sociale plus générale.

^{1: &}lt;a href="http://www.elysee.fr/declarations/article/initiative-pour-l-europe-discours-d-emmanuel-macron-pour-une-europe-souveraine-unie-democratique/">http://www.elysee.fr/declarations/article/initiative-pour-l-europe-discours-d-emmanuel-macron-pour-une-europe-souveraine-unie-democratique/

Que penser de ces évolutions ?

Un contexte ambigu

Il faut saluer ces initiatives politiques qui vont à l'encontre des forces centrifuges qui ont obscurci le projet européen : vont-elles permettre de lever le voile sombre qui a grippé le fonctionnement de l'Union européenne ces derniers temps ?

Il faut rappeler que la France n'est pas seule dans ce débat fondamental, et qu'un dialogue respectueux avec ses partenaires, l'Allemagne bien sûr, mais aussi les autres, et pas seulement les pays de la zone euro est indispensable.

Il faut aussi tenir compte de la situation actuelle : résultats des élections allemandes, situation de crise de l'Espagne, gestion du Brexit, évolution de l'Italie, positions de certains pays de l'Est.

Des avancés rapides sont nécessaires ...

Pour relancer l'Europe, il faut soutenir ces ambitions nouvelles, mais, dans un souci d'efficacité et de participation démocratique, distinguer le court terme et les visions plus ambitieuses de l'avenir : avancer vite sur la zone euro dans le cadre du Traité, améliorer la coordination des politiques économiques, réaliser les avancées fiscales nécessaires (lutte contre les paradis fiscaux et harmonisation de l'impôt sur les sociétés), désigner Monsieur(ou Madame) Euro, développer les éléments d'une politique de défense, élargir et renforcer Erasmus ,simplifier le droit d'asile, et amplifier l'engagement sur le climat et la transition énergétique (le projet TERE)

... mais au-delà, il faut redonner envie aux citoyens européens

Les conventions démocratiques proposées par le Président Macron devraient s'étendre au-delà de 2018, sur une échelle de temps plus longue que prévue, à la fois pour **progresser sur les sujets concrets** (le Budget de la zone Euro ou de l'ensemble, le rôle du Parlement, la convergence fiscale et sociale dans l'UE, la politique extérieure et de sécurité, la politique migratoire commune) et pour **construire ensemble** le type de société et de développement auxquels nous aspirons, entre européens, pour devenir acteurs d'une mondialisation réussie.

On trouvera en pièce jointe les <u>premières propositions</u> du groupe Europe sur ce point, qui sont ouvertes au débat. Pour que ces conventions démocratiques soient réellement animées par le peuple européen et pas seulement par son élite, il faudra que chaque pays, selon ses méthodes, engage l'ensemble de son Mouvement Associatif à mettre en place les moyens d'expression de son peuple, après lui avoir communiqué toutes les informations nécessaires.

Valoriser les acquis

Parallèlement, il faut rendre plus sensible aux citoyens l'action de l'Union européenne et mieux faire connaître ses réalisations concrètes: le contenu exact d'Erasmus +, qui va bien au-delà des seuls étudiants, le rôle des financements européens dans le domaine social (ex : le Fonds social européen pour le RSA ou la formation, le fonds de reconversion en cas de délocalisation), de la culture (cinéma avec Media, capitales européennes de la culture, échanges d'artistes et d'œuvres d'art) et de l'environnement (Natura 2000 et Life etc....).

Ces actions sont peu valorisées publiquement par les media et les autorités politiques. Le Pacte civique appelle l'ensemble des mouvements pro-européens à développer des partenariats avec les médias. Il est anormal que le discours de la Sorbonne n'ait fait l'objet d'aucune bonne feuille dans les grands médias nationaux, comme s'il était malséant de relancer l'espérance....

Rester optimistes

Un nouveau souffle pour l'Europe se cherche, et nous nous en réjouissons. Restons en veille pour, chaque fois que possible, lui apporter notre créativité et notre dynamique, et essayons d'y contribuer, en mobilisant les citoyens, les médias et les responsables politiques, avec l'objectif d'édifier une vraie *société civique européenne*.

Nos partenaires nous sollicitent

Les *Eurocitoyens*, avec *Confrontations Europe*, lancent un Appel pour que les Conventions Démocratiques pour l'Europe proposées par le Président de la République soient un moyen de réconcilier l'Europe avec ses citoyens! Nous vous proposons de signer cet appel.

SIGNEZ CET APPEL

Solidarités Nouvelles face au Chômage publie son premier rapport annuel sur l'emploi intitulé « Pour l'emploi, et si on n'avait pas tout essayé ? » Ce rapport explore le sujet des reconversions professionnelles.

TELECHARGEZ LE RAPPORT

Calendrier

• Emploi : « Le virage numérique de Pôle emploi, risque d'exclusion ou opportunité d'inclusion ? », avec Jean Bassères, Directeur Général de Pôle emploi

Mardi 21 novembre, de 9h à 13h à l'Auditorium du Monde, 80 bld Auguste Blanqui, Paris 13ème

• Conférence d'actualité de l'OCQD : « *Démocratie et opinion, les raisons d'un divorce* », avec Brice Teinturier (DG délégué IPSOS), Loïc Blondiaux (Professeur de sciences politiques Paris I), Sophie Wahnich (directrice de recherche CNRS, histoire et sciences politiques)

Mardi 21 novembre, de 19h30 à 21h30 au Forum 104, 104 rue de Vaugirard, Paris 6ème

• L'éthique du débat , méthode de résolution des désaccords. Atelier formation animé par Régis Moreira, formateur à Démocratie et Spiritualité, membre actif du collectif de Grenoble

Le 3 février 2018, de 9h à 17h, à Nîmes Maison du protestantisme, 3 rue Claude Brousson Information, inscription auprès de <u>contact-gard@pacte-civique.org</u>.

Rappel

Deux prises de position récentes du Pacte civique sont à consulter sur notre site :

- > sur les ordonnances (une lettre a été adressée à ce sujet aux Parlementaires des commissions affaires sociales de L'Assemblée nationale et du Sénat);
- > sur les contrats aidés.

N'hésitez pas à les envoyer à votre député.

Pacte civique

contact@pacte-civique.org
Tél.: 01 44 07 00 06
www.pacte-civique.org
Facebook
Twitter

Un appel à penser, agir et vivre autrement en démocratie, pour inventer un futur désirable par tous.